



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : [urif.fo@yahoo.com](mailto:urif.fo@yahoo.com)

 @ URIFFO

## **LE 16 JUIN - ABROGATION DE LA LOI D'URGENCE**

Car c'est bien de cela dont il s'agit - depuis plus de 3 mois, au nom de l'état d'urgence qui n'a de « sanitaire » que le nom, le gouvernement et le patronat ont pris prétexte du virus pour faire passer toutes les dispositions néfastes aux travailleurs : imposition de la prise des congés payés, prise des RTT qu'ils ont décidé de gérer comme ils ont décidé de mettre à l'ordre du jour l'augmentation du temps de travail, la remise en cause des conventions collectives et des statuts.

Contrairement à ce qu'ils laissaient à entendre, ils n'ont pu abandonner la contre-réforme des retraites et veulent encore une fois s'attaquer à l'assurance chômage.

Considérant l'énorme engagement des personnels de santé, sans moyen en matériel et humain pour faire face à la crise, ils annoncent aujourd'hui le Ségur de la Santé qui ne rouvre aucun lit, ne crée aucun poste, n'apporte aucune augmentation générale des salaires de tous les personnels soignants, mais qui en revanche, s'engage dans la casse du statut des fonctionnaires hospitaliers pour aller encore plus loin dans la casse des hôpitaux.

Les personnels de santé sont clairs : ce gouvernement a annoncé des primes, ils les prendront mais cela ne répond pas à leurs revendications : ils réclament des effectifs, des moyens matériels, des lits et la revalorisation significative de leurs salaires au lieu des hommages du 14 juillet et les médailles.

Aujourd'hui, l'URIF FO soutient sans réserve l'action engagée le 16 juin dans les services de santé. Au même moment, des grèves, des rassemblements ont lieu dans plusieurs secteurs, en particulier en Ile-de-France. C'est le cas par exemple des salariés de Renault à Choisy-le-Roi, qui se mettent en grève et manifestent contre la fermeture de l'usine. L'URIF FO tient à marquer la détermination et son engagement pour dire qu'il ne peut y avoir les licenciements annoncés chez Renault sans faire mourir les salariés et l'industrie française. Il ne peut y avoir d'annonces de fermeture de grandes entreprises du commerce comme Conforama, Alinéa et la Halle sans faire mourir les salariés et une partie du commerce français.

Il ne peut y avoir d'annonces de la prise en compte de l'engagement des salariés des produits de première nécessité sans pour eux également prendre en compte la nécessité d'augmenter leurs salaires et d'améliorer leurs conditions de travail.

C'est également vrai pour les personnels du nettoyage, de la propreté et du traitement des déchets.

Ce sont les personnels enseignants et les administratifs et techniciens de l'éducation qui ne peuvent continuellement se contenter d'entendre qu'ils sont les plus mal

payés en Europe dans le même temps où à aucun moment ils n'ont abandonné pendant cette crise leur mission d'éducation et très souvent leur présence sur le terrain sans réels moyens de protection.

Ce sont d'ailleurs l'ensemble de ces salariés cités comme beaucoup d'autres tels que les salariés des officines de pharmacie, les avocats, les personnels de la RATP, de la SNCF, d'EDF, d'ENGIE, de la Poste, des Télécoms, tous les agents de la fonction publique territoriale et tous les fonctionnaires des finances, des services de sécurité... qui ont assuré les missions permettant aux Français que le service public est une nécessité absolue.

L'ensemble de ces salariés, de ces personnels et bien d'autres encore, ont eux aussi de bonnes raisons de se mobiliser le 16 juin pour faire valoir leurs revendications, et pas seulement exprimer leurs solidarités auprès des personnels hospitaliers.

Toutes ces raisons conduisent l'URIF FO à appeler les salariés, les retraités à manifester leur volonté de se rassembler au plan interprofessionnel le 16 juin 2020 pour obtenir l'abrogation de la loi d'urgence, ainsi que le retrait de la réforme des retraites que nous avons porté pendant de longs mois sans rien lâcher et pour laquelle le Président de la République n'a pas l'intention de renoncer, pour porter toutes les revendications et pour faire la démonstration que les travailleurs n'acceptent pas les pertes des libertés, la remise en cause des acquis sociaux.

Ils ont manifesté contre la contre-réforme des retraites. Ils ont fait chanceler le gouvernement et le patronat qui employaient la violence contre eux. Ils veulent aujourd'hui retrouver leurs libertés et défendre leurs acquis sociaux.

**RASSEMBLEMENT INTERPROFESSIONNEL MARDI 16 JUIN 2020  
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE À 11H00**

L'URIF FO appelle les participants à rejoindre les personnels soignants qui manifestent en début d'après-midi au ministère de la santé.

Paris, le 8 juin 2020